

aide d'urgence au Rwanda par l'intermédiaire des agences de l'ONU, de la Croix Rouge et des ONG canadiennes (27 p. 100 du total), et approuvé un programme bilatéral de coopération de 40 millions de dollars dont 3 millions sont déjà déboursés. La réponse canadienne à ce défi humanitaire s'est exprimée dans un effort conjoint du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, de l'ACDI et du ministère de la Défense nationale, mais aussi, dans une mesure aussi importante, dans l'action de nos ONG et du public canadien qui a versé plus de 16 millions de dollars en dons privés.

À mon avis, seule une action concertée de tous ceux qui sont concernés peut contribuer de façon substantielle à trouver une solution durable au niveau de toute la région. Et plus particulièrement en ce qui concerne le Burundi, j'aimerais vous citer l'opinion de l'ambassadeur Abdallah, pour que la situation demeure sous contrôle. Selon ses termes : « Il faudrait que la communauté internationale, et surtout les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, prennent leurs responsabilités vis-à-vis de ce pays qui vit dans un état de crise permanente depuis l'assassinat du président Melchior Ndadaye en octobre 1993. » À cet égard, il convient de rappeler que le Conseil de sécurité a effectué une mission au Rwanda et au Burundi le mois dernier et qu'il continue de suivre la situation de très près.

La communauté internationale est consciente des possibilités de désastre au Burundi, et a pris les mesures que j'ai décrites pour encourager les politiciens burundais à régler leurs différences de façon constructive et paisible. La communauté internationale telle que représentée par l'ONU, ne peut imposer la paix et la sécurité - elle ne peut que répondre à l'invitation des gouvernements. Par exemple, après la tentative de coup d'État, l'ONU a offert des services de maintien de la paix mais ceux-ci ont été refusés par le gouvernement et les militaires. Il est regrettable que trop de leaders politiques et militaires du Burundi donnent une plus haute priorité aux vendettas et aux rivalités tribales qu'à l'intérêt national. Sans l'entière collaboration des Burundais eux-mêmes, les gens de l'extérieur ne peuvent les aider dans leur recherche de solutions pour leur pays.

Merci.